

LE 15 AVRIL 2010, TABLE RONDE NATIONALE SUR LE RAFFINAGE.

Ses enjeux : la dépendance énergétique, le pouvoir d'achat, l'environnement, mais surtout des milliers d'emplois directs et indirects : nos emplois !

Les salariés des 13 raffineries françaises doivent se faire entendre !

La CGT appelle à 24 H de grève.

Agir pour les salariés, une nécessité vitale.

L'annonce par le groupe Total du projet de fermeture de l'activité de raffinage sur Flandres ouvre le bal des fermetures et restructurations en France et en Europe, au nom de la rentabilité financière annoncée par M. SHI-LANSKY président de l'UFIP (*10 à 15 % des raffineries à fermer selon ses derniers propos*).

Si nous n'agissons pas : demain, à qui le tour ?

Il n'a pas échappé à la CGT que gouvernement et patronat en coulisses s'accordent pour organiser et rendre dépendant notre pays de l'importation des produits raffinés.

Tel en témoigne le lancement de plusieurs projets de dépôt d'importations ou d'augmentation de capacités portuaires (*Exemple : dépôt de 6 millions de tonnes de trafic annuel par Mediaco à FOS et triplement des capacités d'importation à 21 Mt du port autonome de Marseille*). Car qui délivre les autorisations d'exploitation ?

Cela n'a pas échappé non plus à la CGT que la chute des marges de raffinage n'est que la conséquence de la crise économique mondiale et que pour nos patrons, il y a urgence à en profiter pour tenter de justifier l'injustifiable avant la sortie de crise.

Pour tuer le chien, pour tuer notre raffinage, pour tuer nos emplois, tous les prétextes leur semblent bons : surcapacités tantôt mondiales tantôt européennes, taxes sur les carburants, taxe carbone, vieillissement des installations, émissions de CO₂, réchauffement climatique, normes environnementales, PPRT, etc. !

La France importe 9 Mt de gazole et exporte 7 Mt d'essence.

Pour la CGT, ces chiffres ne reflètent pas une surcapacité de raffinage mais une inadaptation de celui-ci par manque d'investissements des pétroliers depuis 20 ans au nom de la profitabilité.

La CGT à cette table ronde défendra l'investissement pour adapter l'outil de raffinage et non sa délocalisation hors de l'hexagone.

Cette table ronde nationale sur le raffinage se tenant sous l'égide du Ministre du développement durable en charge de l'énergie doit nous faire redoubler d'attention.

La CGT n'oppose pas lutte contre le réchauffement climatique, la préservation de l'environnement au développement industriel. Il s'agit là aussi d'une question de choix, de stratégie des entreprises en matière d'investissements. A la CGT, on est bien conscients que ce sont des millions d'euros d'investissements qui sont en jeu.

Les Majors pétroliers en 2008 ont généré 116 milliards d'euros de profits, en 2009, en pleine crise économique, 59.3 milliards d'euros dont les 3/4 sont retournés aux actionnaires en dividendes ou en rachat d'actions : au regard de ces montants pharaoniques, cette table ronde ne pourra occulter la question d'une autre répartition des richesses créées pour la réponse aux besoins économiques, sociaux et environnementaux.

Lors de cette table ronde, chacun devra assumer ses contradictions si ce n'est mensonges, pour servir certains intérêts politiques, électoralistes ou lobbyistes de tous horizons (*pétroliers, automobiles, écologistes, agricoles...*).

Cet hiver, EDF a dû redémarrer les centrales thermiques pour satisfaire la demande d'électricité : la mutation du parc automobile vers la propulsion électrique ne peut, d'un trait de plume, occulter la question du développement du réseau et de la production d'électricité en France. Il faut 10 ans entre la décision, la construction et le démarrage d'une nouvelle centrale nucléaire ; Encore un sujet parmi d'autres pour cette table ronde !

Les émissions de gaz à effet de serre, le CO₂, disparaissent-ils comme par miracle en raffinant en Arabie Saoudite, en Inde ? (*raffinerie de 40MT construite uniquement pour l'exportation*)

Le gouvernement lors de cette table ronde devra assumer ses choix. La délocalisation de l'outil de production ne règle en rien la problématique du réchauffement climatique, elle ne profite qu'aux pétroliers.

Délocalisation du raffinage → Dépendance énergétique → Augmentation du prix à la pompe → Augmentation des profits des pétroliers → Milliers d'emplois supprimés.

Cette table ronde nationale obtenue par la lutte des salariés de chez Total est le moment à saisir par l'ensemble des salariés des raffineries de Total, Esso/ExxonMobil, LyondellBasell, Inéos, Pétroplus, SRD, pour défendre leur outil de travail et emploi.

C'est possible et à notre portée !

- ☞ Par un plan d'investissements pluriannuel pour adapter l'outil aux besoins environnementaux et corriger son inadaptation par rapport au marché (*gazole/essence*).
- ☞ En n'occultant aucune des questions environnementales, de fiscalité, de filières (*notamment celle de l'automobile*) au travers d'un véritable projet d'ensemble industriel au service de la Nation et de la réponse aux besoins économiques et sociaux.
- ☞ En préparant, maintenant, pour les générations futures, les mutations énergétiques et industrielles pour garantir la pérennité des emplois dans les territoires au travers d'une politique de recherche et d'investissement.
- ☞ Par la création d'un pôle public énergétique prenant en compte les enjeux environnementaux.

Tous en grève le 15 avril 2010 pour imposer nos choix à la table ronde nationale.